

*Mission Permanente de la République du Congo
auprès des Nations Unies*



*Permanent Mission of the Republic of the Congo
to the United Nations*

**DÉCLARATION
DE S.E.M RAYMOND SERGE BALE
REPRESENTANT PERMANENT**

**A
LA CONFERENCE SUR LA CRISE
FINANCIERE ET ECONOMIQUE MONDIALE
ET SON INCIDENCE SUR LE
DEVELOPPEMENT**

New York, le 26 juin 2009

VÉRIFIER AU PRONONCÉ

Monsieur le Président,

La délégation congolaise, par ma voix, vous adresse ses félicitations pour votre élection à la présidence de la Conférence des Nations Unies sur la crise économique et financière mondiale et son incidence sur le développement. Cette conférence vient répondre à la volonté légitime de tous les Etats membres des Nations Unies de s'investir dans une quête commune de solutions justes, équitables et durables.

En effet, depuis l'annonce de la réunion du G20 consacrée à la crise financière mondiale, en automne 2008 à Washington, de nombreuses voix se sont constamment prononcées, pour un cadre de concertation plus large et plus représentatif.

Notre réunion prend donc un relief tout particulier. La crise, par son ampleur, nous offre aujourd'hui l'opportunité de revisiter le système économique et financier international actuel. Bien plus, elle nous permet de concrétiser, à travers de nouveaux engagements, la vision d'un monde plus solidaire, dont l'avènement tant souhaité ne peut se fonder que sur l'action concertée.

Monsieur le Président,

En avril dernier, le Sommet du G20 réuni à Londres avait unanimement approuvé un train de mesures visant à apporter des solutions structurelles et durables aux déséquilibres constatés. Un mois auparavant, le Comité des Ministres des Finances Africains et des Gouverneurs des Banques Centrales, le précédait en adoptant des propositions qui s'inscrivent dans la perspective d'une remise à plat du système financier international.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

La présente conférence devra, de ce point de vue, marquer le point de départ d'une nouvelle évolution en mettant en place les conditions nécessaires et indispensables à une refondation que depuis de nombreuses années, bien de pays, en particulier les pays en développement, ne cessent d'appeler de tous leurs vœux.

A cet égard, nous nous félicitons des efforts fournis par les Etats membres lors des négociations intergouvernementales de New York qui ont favorisé l'émergence du consensus sur le document final de la Conférence.

Il est évident qu'à mi-parcours de la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, notre succès dépend en grande partie des choix que nous faisons aujourd'hui.

Nous saluons donc ce cadre d'action et nous voyons dans les mesures systémiques qu'il met en avant, un rempart salubre contre l'incertitude et les désordres qui pèsent sur le monde d'aujourd'hui.

Il conviendrait toutefois de préciser la nature des mesures à prendre tant au niveau mondial, qu'à celui de l'Afrique et des autres régions, aussi bien au niveau des politiques publiques pour l'implication de toutes les parties prenantes que celui des populations elles-mêmes, en vue de leur mobilisation à des fins de solidarité internationale responsable et coordonnée.

De même, au moment où se développe une mobilisation générale autour de cette crise, nous ne pouvons que fonder l'espoir de voir cette dynamique s'ouvrir sur l'instauration d'un système économique équitable et bénéfique à tous les peuples du monde. C'est ici que nous prenons toute la mesure de l'importance et de l'intérêt du plaidoyer pour une nouvelle gouvernance mondiale et au-delà, nous voudrions souligner l'urgence qu'appelle sa mise en œuvre effective.

C'est dire toutes les attentes que nous plaçons sur une coopération participative et ouverte à tous, car, comme nous avons eu l'occasion de le dire à d'autres occasions, la refondation du système financier international doit être l'affaire de tous.

M. le Président,

A des degrés divers, tous les pays sont touchés par la crise, et encore plus les pays africains, malgré leur position marginale dans le commerce mondial.

L'Afrique, par la vulnérabilité de son économie, subit les conséquences d'une crise dont elle n'est pas responsable, alors même qu'elle amorçait un tournant sur la voie de la croissance et de la réduction de la pauvreté, quoique pour bon nombre de pays africains, les objectifs du millénaire pour le développement restent encore un défi majeur.

Cette situation déjà aggravée par la conjonction des crises énergétique, alimentaire et autres changements climatiques, est exacerbée par la dépréciation des prix des matières premières et leurs incidences néfastes sur les recettes d'exportation. Les recettes d'exportation sont un puissant levier financier pour nos économies en construction.

Monsieur le Président,

Par son extraversion, l'économie congolaise est plus qu'exposée aux chocs exogènes, et la crise a dévoilé son extrême vulnérabilité.

En effet, du fait de la nature de ses échanges avec les pays développés gravement affectés par la crise financière, mon pays a vu tout un secteur entier, précisément le secteur forestier, perdre jusqu'à 50% de son activité, avec toutes les conséquences économiques et sociales qui en découlent.

Par ailleurs, la très forte dépendance vis-à-vis du pétrole, l'insuffisance des infrastructures de base, le fardeau de la dette, le niveau élevé des coûts des facteurs de production et le faible niveau de financement de l'économie par un secteur bancaire

pourtant restructuré, constituent autant des défis que le gouvernement s'emploie à relever.

Ainsi, les progrès réalisés au cours de ces dix dernières années, ont permis d'obtenir une forte croissance avec des taux recommandés pour la réduction de la pauvreté. Malheureusement, en raison des facteurs exogènes qui ont détérioré les équilibres macroéconomiques, il nous a fallu revoir nos objectifs de croissance à la baisse

Pour contenir les incidences perverses de la crise, notamment son coût social et humain élevé, le Gouvernement congolais a mis en œuvre plusieurs mesures. Ces efforts consentis par mon gouvernement nécessitent l'appui de la communauté internationale, en particulier les pays développés, sans préjudice des engagements qu'ils ont contractés antérieurement et qui attendent plus que jamais d'être honorés.

Il a été solennellement reconnu et nous le réaffirmons ici, la protection des forêts du bassin du Congo est cruciale tant pour le développement économique durable des pays constituant le bassin que pour la Communauté internationale. C'est pourquoi, en cette période de crise financière, ma délégation voudrait souligner la nécessité de persévérer dans la recherche et la poursuite de financements adéquats à la préservation du bassin du Congo, deuxième poumon écologique du monde.

M. le Président,

La réponse à cette crise ne peut être que mondiale. C'est pourquoi dans le cadre de cet effort global, il faudrait réinvestir l'ONU dans le rôle que lui confère la charte, notamment dans la résolution des problèmes internationaux d'ordre économique et social. Aussi, devrions-nous préconiser un système des Nations Unies plus fort, jouant un rôle pivot dans la coordination de la coopération internationale.

Je vous remercie